

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 32 QUINQUIES DU 13 MARS 2002

MODIFIANT LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 32 BIS DU

7 JUIN 1985 CONCERNANT LE MAINTIEN DES DROITS DES TRAVAIL-

LEURS EN CAS DE CHANGEMENT D'EMPLOYEUR DU FAIT

D'UN TRANSFERT CONVENTIONNEL D'ENTREPRISE

ET REGLANT LES DROITS DES TRAVAILLEURS

REPRIS EN CAS DE REPRISE DE L'ACTIF

APRES FAILLITE OU CONCORDAT

JUDICIAIRE PAR ABANDON

D'ACTIF

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 32 QUINQUIES

Seance du mercredi 13 mars 2002

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL MODIFIANT LA CONVENTION
COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 32 BIS DU 7 JUIN 1985 CONCER-
NANT LE MAINTIEN DES DROITS DES TRAVAILLEURS EN
CAS DE CHANGEMENT D'EMPLOYEUR DU FAIT D'UN
TRANSFERT CONVENTIONNEL D'ENTREPRISE ET
REGLANT LES DROITS DES TRAVAILLEURS
REPRIS EN CAS DE REPRISE DE L'ACTIF
APRES FAILLITE OU CONCORDAT
JUDICIAIRE PAR ABANDON
D'ACTIF

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 32 QUINQUIES DU 13 MARS 2002
MODIFIANT LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 32 BIS DU
7 JUIN 1985 CONCERNANT LE MAINTIEN DES DROITS DES TRAVAIL-
LEURS EN CAS DE CHANGEMENT D'EMPLOYEUR DU FAIT
D'UN TRANSFERT CONVENTIONNEL D'ENTREPRISE
ET REGLANT LES DROITS DES TRAVAILLEURS
REPRIS EN CAS DE REPRISE DE L'ACTIF
APRES FAILLITE OU CONCORDAT
JUDICIAIRE PAR ABANDON
D'ACTIF

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires;

- Vu la directive 2001/23/CE du 12 mars 2001 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au maintien des droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises, d'établissements ou de parties d'entreprises ou d'établissements;

c.c.t. n° 32 quinquies.

Considérant que la directive constitue la codification de la directive 77/187/CEE du 14 février 1977 et de la directive 98/50/CE du 29 juin 1998 qui a modifié la directive de 1977;

Considérant que la directive 77/187/CEE du 14 février 1977 a été mise en œuvre par la convention collective de travail n° 32 du 28 février 1978, remplacée par la convention collective de travail n° 32 bis du 7 juin 1985 concernant le maintien des droits des travailleurs en cas de changement d'employeur du fait d'un transfert conventionnel d'entreprise et réglant les droits des travailleurs repris en cas de reprise de l'actif après faillite ou concordat judiciaire par abandon d'actif, modifiée par les conventions collectives de travail n° 32 ter du 2 décembre 1986 et n° 32 quater du 19 décembre 1989;

Considérant que la mise en œuvre de la directive 98/50/CE du 29 juin 1998 requiert que la convention collective de travail n° 32 bis soit modifiée ;

Considérant en outre que le concordat judiciaire par abandon d'actif a été supprimé en vertu de la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire ;

Considérant que la convention collective de travail n° 32 bis doit être adaptée en conséquence ;

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations nationales des Classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979
- "De Boerenbond"
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- la Confédération des Syndicats Chrétiens de Belgique

c.c.t. n° 32 quinquies.

- la Federation generale du Travail de Belgique

- la Centrale generale des Syndicats liberaux de Belgique

ont conclu, le 13 mars 2002, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

Article 1er

Dans l'intitulé de la convention collective de travail n° 32 bis du 7 juin 1985 concernant le maintien des droits des travailleurs en cas de changement d'employeur du fait d'un transfert conventionnel d'entreprise et réglant les droits des travailleurs repris en cas de reprise de l'actif apres faillite ou concordat judiciaire par abandon d'actif, les mots "ou concordat judiciaire par abandon d'actif" sont supprimés.

Article 2

L'article 1er de la meme convention collective de travail est remplacé par la disposition suivante :

"Article 1er

La presente convention collective de travail a pour objet en premier lieu de garantir :

1° d'une part, le maintien des droits des travailleurs dans tous les cas de changement d'employeur du fait du transfert conventionnel d'une entreprise ou d'une partie d'entreprise; le transfert realise dans le cadre d'un concordat judiciaire est un transfert conventionnel auquel s'applique le principe du maintien des droits des travailleurs sous reserve des exceptions fixées a l'article 8 bis de la presente convention collective de travail;

2° d'autre part, certains droits aux travailleurs repris en cas de reprise d'actif apres faillite.

En outre, la présente convention régit l'information des travailleurs concernés par un transfert lorsqu'il n'y a pas de représentants des travailleurs dans l'entreprise.

Commentaire

La présente convention collective de travail vise en premier lieu à régler les droits des travailleurs, d'une part, lors de tout changement d'employeur du fait d'un transfert conventionnel d'entreprise et, d'autre part, lors de la reprise des travailleurs par un nouvel employeur qui reprend l'actif de la précédente entreprise à la suite d'une faillite.

1. En ce qui concerne les cas de transfert conventionnel d'entreprise

La présente convention collective de travail n° 32 bis reprend les dispositions de la convention collective de travail n° 32 qui mettait en œuvre la directive du Conseil des Communautés européennes du 14 février 1977 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au maintien des droits des travailleurs en cas de transferts d'entreprises, d'établissements ou de parties d'entreprises ou d'établissements et adapte ces dispositions sur la base de la directive modificative du 29 juin 1998.

La convention collective de travail n° 32 bis prévoit notamment le maintien des droits des travailleurs vis-à-vis du nouvel employeur. Toutefois, lorsque le transfert est réalisé dans le cadre d'un concordat judiciaire, il peut être dérogé à ce principe, sous certaines conditions, afin de préserver l'emploi en assurant la survie de l'entreprise.

2. Quant aux cas de reprise de l'actif après faillite

- a) En ce qui concerne les cas de reprise de travailleurs consécutifs à la reprise de l'actif d'une entreprise après une faillite, les organisations estiment que ces travailleurs se trouvent dans une situation similaire à celle pour laquelle la convention collective de travail n° 32 précitée du 28 février 1978 a été conclue.

La présente convention collective de travail tient compte de cette similitude ainsi que de réalités économiques différentes qui se présentent dans l'un et l'autre cas, en reconnaissant à ces travailleurs des droits similaires aux droits dont bénéficient les travailleurs auxquels s'applique la convention collective de travail n° 32.

Ces droits concernent notamment le maintien de l'ancienneté acquise chez l'ancien employeur. Les autres conditions de travail sont maintenues, à moins que les parties n'en conviennent autrement.

b) Ces dispositions s'appliquent lorsque, entre la date de la faillite et celle de la reprise de l'actif, :

- l'activité de l'entreprise est interrompue et les contrats de travail sont résiliés ;
- l'activité de l'entreprise est poursuivie et les contrats de travail sont maintenus ;
- l'activité de l'entreprise est poursuivie et de nouveaux contrats sont conclus avec le curateur, après résiliation des contrats existants.

Dans certaines conditions, ces dispositions s'appliquent également lorsque les contrats de travail ont pris fin un certain temps avant la date de la faillite.

c) Afin de respecter la hiérarchie des sources du droit, la présente convention ne comporte aucune disposition en ce qui concerne le maintien des droits des travailleurs durant cette période d'interruption.

Les organisations estiment, toutefois, que des mesures réglementaires doivent être prises afin de garantir à ces travailleurs le paiement d'une indemnité de transition durant cette période.

En outre, la présente convention collective de travail régit l'information des travailleurs concernés par un transfert lorsqu'il n'y a pas de représentants des travailleurs dans l'entreprise."

Article 3

L'article 2, 5°, 6° et 7° de la meme convention collective de travail est remplacé par le texte suivant :

- "5° reprise de l'actif : soit l'établissement d'un droit reel sur tout ou partie de l'actif d'une entreprise en faillite, soit la prise en location de tout ou partie de ce meme actif ;

- 6° date de la faillite : date de la declaration de faillite, au sens de l'article 1er de la loi du 8 août 1997 sur les faillites ;

- 7° transfert realise dans le cadre d'un concordat judiciaire : le transfert vise a l'article 41 de la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire."

Article 4

L'article 6 de la meme convention collective de travail est complète par l'alea suivant :

"Sous reserve des dispositions de l'alea 1er, est considéré dans la présente convention collective de travail comme transfert, le transfert d'une entité économique maintenant son identite, entendue comme un ensemble organise de moyens, en vue de la poursuite d'une activité économique, que celle-ci soit essentielle ou accessoire."

Article 5

Un article 8 bis, rédigé comme suit, est inséré dans la meme convention collective de travail :

"Article 8 bis

Lorsque le transfert est réalisé dans le cadre d'un concordat judiciaire, tel que visé à l'article 2 de la présente convention, les dettes existant à la date du transfert et résultant des contrats de travail existant à cette date ne sont pas transférées au cessionnaire à condition que le paiement de ces dettes soit garanti légalement par le Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise dans les limites applicables à son intervention, fixées dans la législation sur les fermetures d'entreprise.

En outre, dans ce même cas, le cessionnaire, le cédant ou la ou les personnes exerçant les pouvoirs du cédant, d'une part, et toutes les organisations représentées dans la délégation syndicale, d'autre part, peuvent convenir, dans le cadre d'une procédure de négociation collective, de modifier les conditions de travail pour préserver l'emploi en assurant la survie de l'entreprise ou d'une partie de celle-ci.

Commentaire

Pour assurer la survie de l'entreprise insolvable, l'article 8 bis prévoit des exceptions aux principes fixés dans les articles 7 et 8.

Les organisations estiment que les mesures réglementaires nécessaires doivent être prises afin d'en garantir l'application."

Article 6

Dans l'intitulé du chapitre III de la même convention collective de travail, les mots "ou concordat judiciaire par abandon d'actif" sont supprimés.

Article 7

§ 1er. Dans l'article 11, alinéa 1er de la même convention collective de travail, les mots "ou d'une entreprise faisant l'objet d'un concordat judiciaire par abandon d'actif" ainsi que les mots "ou du concordat" sont supprimés.

§ 2. Dans l'article 11, alinéa 2 de la meme convention collective de travail, les mots "ou du concordat judiciaire par abandon d'actif" sont supprimés.

Article 8

Dans l'article 14 de la meme convention collective de travail, les mots "ou du concordat" sont supprimés.

Article 9

§1er. Dans la meme convention collective de travail, il est inséré avant les chapitres IV et V qui deviennent respectivement les chapitres V et VI, un nouveau chapitre IV intitulé "Information des travailleurs".

§ 2. Dans le nouveau chapitre IV de la meme convention collective de travail, il est inséré un article 15 bis rédigé comme suit :

"Article 15 bis

Dans les entreprises sans conseil d'entreprise ni délégation syndicale, les travailleurs concernés doivent être informés préalablement :

- de la date fixée ou proposée pour le transfert visé au chapitre II de la présente convention collective de travail;
- en cas de faillite, de la date fixée ou proposée pour la reprise de l'actif, visée au chapitre III de la présente convention collective de travail;
- du motif du transfert ou de la reprise de l'actif;
- des conséquences juridiques, économiques et sociales du transfert ou de la reprise de l'actif pour les travailleurs;
- des mesures envisagées à l'égard des travailleurs.

Commentaire

La présente convention collective de travail régit l'information des travailleurs lorsqu'il n'y a pas de représentants des travailleurs.

L'information et la consultation des représentants des travailleurs sont réglées par la convention collective de travail n° 9 du 9 mars 1972 coordonnant les accords nationaux et les conventions collectives de travail relatifs aux conseils d'entreprise conclus au sein du Conseil national du Travail et par la convention collective de travail n° 5 du 24 mai 1971 concernant le statut des délégations syndicales du personnel des entreprises."

Article 10

Les parties signataires s'engagent à procéder, douze mois après l'entrée en vigueur de la présente convention, à une évaluation de celle-ci.

Article 11

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

Elle pourra, en tout ou en partie, être révisée ou dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de six mois.

L'organisation qui prend l'initiative de la révision ou de la dénonciation doit en indiquer les motifs et déposer des propositions d'amendement. Les autres organisations s'engagent à les discuter au sein du Conseil national du Travail, dans le délai d'un mois de leur réception.

Fait à Bruxelles, le treize mars deux mille deux.

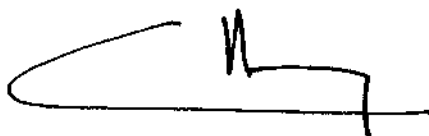
Pour la Fédération des Entreprises de Belgique



P. TIMMERMANS

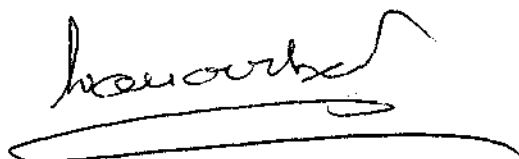
c.c.t. n° 32 quinquies.

Pour les Organisations des Classes moyennes



Ch. ISTASSE

Pour "De Boerenbond", la Federation wallonne de l'Agriculture



L. VANOIRBEEK

Pour la Confederation des Syndicats chrétiens de Belgique



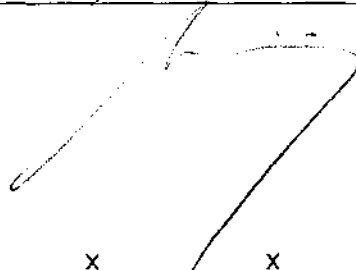
M. LEEBANS

Pour la Federation générale du Travail de Belgique



J.-P. DELCROIX

Pour la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique



x x x

B. NOEL

Vu l'article 28 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, le Conseil national du Travail demande que la présente convention soit rendue obligatoire par le Roi.

**MODIFICATION DU COMMENTAIRE DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL
N° 32 BIS DU 7 JUIN 1985 CONCERNANT LE MAINTIEN DES DROITS DES
TRAVAILLEURS EN CAS DE CHANGEMENT D'EMPLOYEUR DU FAIT
D'UN TRANSFERT CONVENTIONNEL D'ENTREPRISE
ET REGLANT LES DROITS DES TRAVAILLEURS
REPRIS EN CAS DE REPRISE DE L'ACTIF
APRES FAILLITE OU CONCORDAT
JUDICIAIRE PAR ABANDON
D'ACTIF**

Le 13 mars 2002, les organisations d'employeurs et de travailleurs représentées au Conseil national du Travail ont conclu une convention collective de travail n° 32 quinquies modifiant la convention collective de travail n° 32 bis du 7 juin 1985 concernant le maintien des droits des travailleurs en cas de changement d'employeur du fait d'un transfert conventionnel d'entreprise et réglant les droits des travailleurs repris en cas de reprise de l'actif après faillite ou concordat judiciaire par abandon d'actif.

Ladite modification a principalement pour but de mettre la convention collective de travail n° 32 bis en conformité avec la directrice CE 98/50/CE du 29 juin 1998, qui modifie la directive 77/187/CEE du 14 février 1977, mise à exécution par la convention collective de travail n° 32 bis. Elle vise également à adapter la convention collective de travail n° 32 bis étant donné que le concordat judiciaire par abandon d'actif a été supprimé en vertu de la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire.

c.c.t. n° 32 quinquies.

Les organisations d'employeurs et de travailleurs ont des lors estimé nécessaire de modifier le commentaire de la convention collective de travail n° 32 bis comme suit :

En ce qui concerne l'article 2 de la convention collective de travail n° 32 bis

Le commentaire de l'article 2 est complète par les alinéas suivants :

"Le transfert réalise dans le cadre d'un concordat judiciaire, dont il est question à l'article 2, 7°, est le transfert visé à l'article 41 de la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire.

Aux termes dudit article, le tribunal peut autoriser le commissaire au sursis à réaliser le transfert de l'entreprise ou d'une partie de celle-ci si ce transfert contribue au remboursement des créanciers et s'il permet le maintien d'une activité économique et d'un certain volume d'emploi.

Le commissaire au sursis assure ensuite la publicité nécessaire à la décision d'aliénation d'une activité, il examine les propositions de reprise à la lumière des objectifs susmentionnés et il en discute avec les organes de gestion compétents de l'entreprise et avec les représentants des travailleurs. Dans ce cadre, il peut avoir des entretiens plus approfondis en vue d'aboutir à un consensus avec les travailleurs tout en veillant à préserver les intérêts légitimes des créanciers.

Au terme de cette procédure, le commissaire au sursis soumet une proposition de transfert intégral ou partiel de l'entreprise à l'approbation du tribunal. La décision du tribunal est subordonnée aux règles suivantes :

- il doit préalablement entendre une délégation de la direction de l'entreprise et une délégation des travailleurs ;
- si le transfert de l'ensemble de l'entreprise est proposé, le tribunal ne peut approuver cette proposition que si plus de la moitié des créanciers ayant fait la déclaration de leur créance, ayant pris part au vote et représentant en valeur plus de la moitié des créances, y consentent.

L'article 42 de la meme loi precise que le transfert de l'entreprise ou d'une partie de celle-ci peut constituer une des parties du plan de redressement ou de paiement.

Si le transfert est approuve par le tribunal, l'exécution de ce transfert peut avoir lieu, et ce a la date prevue dans la convention de transfert."

En ce qui concerne l'article 6 de la convention collective de travail n° 32 bis

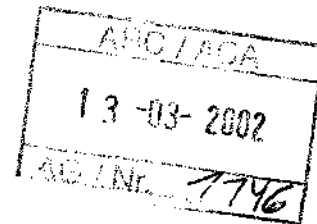
Dans le premier point du commentaire de l'article 6, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas trois et quatre :

"La definition du concept de "transfert" au deuxieme alinea de cet article laisse en l'état les accords sectoriels existants, qui prévoient l'application de la présente convention collective de travail. Elle ne porte pas prejudice également a l'interprétation jurisprudentielle donnée par la Cour de Justice du Luxembourg."

Dans le dernier alinea du point 2 du commentaire de l'article 6, les mots "soit" et "soit d'une entreprise faisant l'objet d'un concordat judiciaire par abandon d'actif" sont supprimés.

En ce qui concerne l'article 11 de la convention collective de travail n° 32 bis

Dans l'alinéa 2 du commentaire de l'article 11, les mots "ou du concordat judiciaire par abandon d'actif" et les mots "ou du concordat" sont supprimés respectivement dans le premier et le deuxieme tiret.



COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST Nr. 32 QUINQUIES VAN 13 MAART 2002
TOT WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 32 BIS
VAN 7 JUNI 1985 BETREFFENDE HET BEHOUD VAN DE RECHTEN VAN DE
WERKNEMERS BIJ WIJZIGING VAN WERKGEVER INGEVOLGE DE
OVERGANG VAN ONDERNEMINGEN KRACHTENS OVEREEN-
KOMST EN TOT REGELING VAN DE RECHTEN VAN DE
WERKNEMERS DIE OVERGENOMEN WORDEN
BIJ OVERNAME VAN ACTIVA NA FAILLISSE-
MENT OF GERECHTELIJK AKKOORD
DOOR BOEDELAFSTAND

.....

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST Nr. 32 QUINQUIES

Zitting van woensdag 13 maart 2002

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST TOT WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE
ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 32 BIS VAN 7 JUNI 1985 BETREFFENDE HET
BEHOUD VAN DE RECHTEN VAN DE WERKNEMERS BIJ WIJZIGING VAN
WERKGEVER INGEVOLGE DE OVERGANG VAN ONDERNEMINGEN
KRACHTENS OVEREENKOMST EN TOT REGELING VAN DE
RECHTEN VAN DE WERKNEMERS DIE OVERGENOMEN
WORDEN BIJ OVERNAME VAN ACTIVA NA
FAILLISSEMENT OF GERECHTELIJK
AKKOORD DOOR BOEDELAFSTAND

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST Nr. 32 QUINQUIES VAN 13 MAART 2002
TOT WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 32 BIS
VAN 7 JUNI 1985 BETREFFENDE HET BEHOUD VAN DE RECHTEN VAN DE
WERKNEMERS BIJ WIJZIGING VAN WERKGEVER INGEVOLGE DE
OVERGANG VAN ONDERNEMINGEN KRACHTENS OVEREEN-
KOMST EN TOT REGELING VAN DE RECHTEN VAN DE
WERKNEMERS DIE OVERGENOMEN WORDEN
BIJ OVERNAME VAN ACTIVA NA FAILLISSE-
MENT OF GERECHTELIJK AKKOORD
DOORBOEDELAFSTAND**

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op de EG-richtlijn 2001/23/EG van 12 maart 2001 inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der lidstaten betreffende het behoud van de rechten van de werknemers bij overgang van ondernemingen, vestigingen of onderdelen van ondernemingen of vestigingen;

Overwegende dat die richtlijn de codificatie vormt van de richtlijn 77/187/EEG van 14 februari 1977 en van richtlijn 98/50/EG van 29 juni 1998, die de richtlijn van 1977 heeft gewijzigd;

Overwegende dat aan richtlijn 77/187/EEG van 14 februari 1977 uitvoering is gegeven door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 van 28 februari 1978, vervangen door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 bis van 7 juni 1985 betreffende het behoud van de rechten van de werknemers bij wijziging van werkgever ingevolge de overgang van ondernemingen krachtens overeenkomst en tot regeling van de rechten van de werknemers die overgenomen worden bij overname van activa na faillissement of gerechtelijk akkoord door boedelafstand, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 32 ter van 2 december 1986 en nr. 32 quater van 19 december 1989;

Overwegende dat de implementatie van de richtlijn 98/50/EG van 29 juni 1998 vereist dat de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 bis wordt gewijzigd;

Overwegende bovendien dat het gerechtelijk akkoord door boedelafstand is afgeschaft krachtens de wet van 17 juli 1997 betreffende het gerechtelijk akkoord;

Overwegende dat de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 bis dienovereenkomstig moet worden aangepast;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en van werknemers :

- het Verbond van Belgische Ondernemingen
- de nationale middenstandsorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979
- de Boerenbond
- "la Federation wallonne de l'Agriculture"
- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België

cao nr. 32 quinquies.

- het Algemeen Belgisch Vakverbond
- de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

op 13 maart 2002 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

Artikel 1

In het opschrift van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 bis van 7 juni 1985 betreffende het behoud van de rechten van de werknemers bij wijziging van werkgever ingevolge de overgang van ondernemingen krachtens overeenkomst en tot regeling van de rechten van de werknemers die overgenomen worden bij overname van activa na faillissement of gerechtelijk akkoord door boedelafstand worden de woorden "of gerechtelijk akkoord door boedelafstand" geschrapt.

Artikel 2

Artikel 1 van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 1

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst strekt er in de eerste plaats toe te waarborgen :

- 1° eensdeels het behoud van de rechten der werknemers in alle gevallen van wijziging van werkgever ingevolge de overgang van een onderneming of van een gedeelte van een onderneming krachtens overeenkomst; de overgang in het kader van een gerechtelijk akkoord is een overgang krachtens overeenkomst waarop het principe van het behoud van de rechten van de werknemers van toepassing is behoudens de bij artikel 8 bis van deze collectieve arbeidsovereenkomst bepaalde uitzonderingen;
- 2° anderdeels een aantal rechten met betrekking tot de werknemers, die overgenomen worden in geval van overname van activa na faillissement.

cao nr. 32 quinquies.

Voorts regelt deze collectieve arbeidsovereenkomst de informatie van de bij een overgang betrokken werknemers indien er in de onderneming geen vertegenwoordigers van de werknemers zijn.

Commentaar

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst strekt er in de eerste plaats toe de rechten van de werknemers te regelen eensdeels bij iedere wijziging van werkgever ingevolge een overgang van een onderneming krachtens overeenkomst en anderdeels bij overname van de werknemers door een nieuwe werkgever, die het actief overneemt van de vroegere onderneming die failliet werd verklaard.

1. Met betrekking tot de gevallen van overgang van een onderneming krachtens overeenkomst

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 bis herneemt de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 waardoor uitvoering werd gegeven aan de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 14 februari 1977 inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der lidstaten betreffende het behoud van de rechten van de werknemers bij overgang van ondernemingen, vestigingen of onderdelen ervan en past die bepalingen aan op grond van de wijzigingsrichtlijn van 29 juni 1998.

De collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 bis voorziet meer bepaald in het behoud van de rechten van de werknemers ten aanzien van de nieuwe werkgever. Wanneer de overgang echter plaatsvindt in het kader van een gerechtelijk akkoord kan onder bepaalde voorwaarden van dit principe worden afgeweken om de werkgelegenheid veilig te stellen door het voortbestaan van de onderneming te verzekeren.

2. Met betrekking tot de gevallen van overname van activa na faillissement

a) Met betrekking tot de gevallen, waarbij werknemers overgenomen worden ingevolge een overname van het actief van een onderneming na faillissement, zijn de organisaties van oordeel dat deze werknemers zich in een soortgelijke situatie bevinden als deze waarvoor de voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 d.d. 28 februari 1978 werd gesloten.

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst houdt rekening met die gelijksoortigheid alsmede met verschillende economische realiteiten, die in het ene en in het andere geval gelden, door aan die werknemers soortgelijke rechten te verlenen als de rechten die de werknemers genieten waarop de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 van toepassing is.

Die rechten betreffen meer bepaald het behoud van de bij de vorige werkgever verworven anciënniteit. De overige arbeidsvoorwaarden blijven eveneens behouden, tenzij de partijen andere voorwaarden bedingen.

b) Die bepalingen zijn van toepassing wanneer tussen de datum van het faillissement en de datum van de overname van de activa :

- de bedrijvigheid van de onderneming onderbroken wordt en de arbeidsovereenkomsten beëindigd worden ;
- de bedrijvigheid van de onderneming voortgezet wordt en de arbeidsovereenkomsten behouden blijven ;
- de bedrijvigheid van de onderneming voortgezet wordt en nieuwe arbeidsovereenkomsten worden gesloten met de curator, na beëindiging van de bestaande overeenkomsten.

Die bepalingen zijn onder bepaalde voorwaarden eveneens van toepassing wanneer de arbeidsovereenkomsten binnen een zekere periode voor de datum van het faillissement beëindigd worden.

c) Om de hiërarchie van de rechtsnormen te eerbiedigen, bevat deze overeenkomst geen enkele bepaling ten aanzien van het behoud van de rechten van de werknemers gedurende deze periode van onderbreking.

De organisaties zijn evenwel van oordeel dat er reglementaire maatregelen moeten worden genomen om gedurende die periode aan deze werknemers de uitkering van een overbruggingsvergoeding te waarborgen.

Voorts regelt deze collectieve arbeidsovereenkomst de informatie van de bij een overgang betrokken werknemers indien er in de onderneming geen vertegenwoordigers van de werknemers zijn."

Artikel 3

Artikel 2, 5°, 6° en 7° van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst wordt vervangen door de volgende tekst :

- "5° overname van activa : het vestigen van een zakelijk recht op, of het huren van het geheel of een deel van de activa van een failliete onderneming ;

- 6° datum van het faillissement : datum van het vonnis van faillietverklaring in de zin van artikel 1 van de faillissementswet van 8 augustus 1997 ;

- 7° overgang in het kader van een gerechtelijk akkoord : de overdracht, bedoeld bij artikel 41 van de wet van 17 juli 1997 betreffende het gerechtelijk akkoord."

Artikel 4

Artikel 6 van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst wordt aangevuld met het volgende lid :

"Onder voorbehoud van het bepaalde in het eerste lid wordt in deze collectieve arbeidsovereenkomst als overgang beschouwd de overgang, met het oog op de voortzetting van een al dan niet hoofdzakelijk economische activiteit, van een economische eenheid die haar identiteit behoudt, waaronder een geheel van georganiseerde middelen wordt verstaan."

Artikel 5

Een artikel 8 bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst ingevoegd :

"Artikel 8 bis

Wanneer de overgang plaatsvindt in het kader van een gerechtelijk akkoord, zoals bedoeld bij artikel 2 van onderhavige overeenkomst, gaan de op het tijdstip van de overgang bestaande schulden die uit de op dat tijdstip bestaande arbeidsovereenkomsten voortvloeien, niet over op de verkrijger indien de betaling van die schulden wettelijk wordt waarborgd door het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers binnen de grenzen die voor zijn tussenkomst van toepassing zijn in de wetgeving betreffende de sluiting van ondernemingen.

Bovendien kunnen, in hetzelfde geval, de verkrijger, de vervreemder of de persoon (personen), die de functies van de vervreemder uitoefent (uitoefenen) enerzijds en alle in de vakbondsafvaardiging vertegenwoordigde organisaties anderzijds in het kader van een collectieve onderhandelingsprocedure overeenkomen om in de arbeidsvoorwaarden wijzigingen aan te brengen die bedoeld zijn om de werkgelegenheid veilig te stellen door het voortbestaan van de onderneming of van een gedeelte daarvan te verzekeren.

Commentaar

Om het voortbestaan van de insolvente onderneming te verzekeren, voorziet artikel 8 bis in uitzonderingen op de principes bepaald bij artikelen 7 en 8.

De organisaties zijn van oordeel dat de nodige reglementaire maatregelen moeten worden genomen om de toepassing daarvan te waarborgen."

Artikel 6

In het opschrift van het hoofdstuk III van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst worden de woorden "of gerechtelijk akkoord door boedelafstand" geschrapt.

Artikel 7

§ 1. In artikel 11, eerste lid van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst worden de woorden "of van een onderneming, die het voorwerp is van een gerechtelijk akkoord door boedelafstand" en de woorden "of van het gerechtelijk akkoord door boedelafstand" geschrapt.

§ 2. In artikel 11, tweede lid van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst worden de woorden "of van het gerechtelijk akkoord door boedelafstand" geschrapt.

Artikel 8

In artikel 14 van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst worden de woorden "of gerechtelijk akkoord door boedelafstand" geschrapt.

Artikel 9

§ 1. In dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst wordt voor de hoofdstukken IV en V, die respectievelijk de hoofdstukken V en VI worden, een nieuw hoofdstuk IV ingelast, met als opschrift : "Informatie van de werknemers";

§ 2. Onder het nieuw hoofdstuk IV wordt in dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst een artikel 15 bis ingelast, luidend als volgt :

"Artikel 15 bis

In de ondernemingen waar noch een ondernemingsraad, noch een vakbondsafvaardiging bestaat, moeten de betrokken werknemers vooraf in kennis worden gesteld van :

- de datum of de voorgenomen datum van de overgang, bedoeld bij hoofdstuk II van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst;
- in geval van faillissement, de datum of de voorgenomen datum van de overname van activa, bedoeld bij hoofdstuk III van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst;
- de redenen van die overgang of van die overname van activa;
- de juridische, economische en sociale gevolgen van die overgang of van die overname van activa voor de werknemers;
- de ten aanzien van de werknemers overwogen maatregelen.

Commentaar

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst regelt de informatie van de werknemers bij ontstentenis van **werknemersvertegenwoordigers**.

De informatie en consultatie van de werknemersvertegenwoordigers wordt geregeld in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 9 van 9 maart 1972 houdende ordening van de in de Nationale Arbeidsraad gesloten nationale akkoorden en collectieve arbeidsovereenkomsten **betreffende** de ondernemingsraden en in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 5 van 24 mei 1971 betreffende het statuut van de syndicale **afvaardigingen** van het personeel der ondernemingen."

Artikel 10

De ondertekenende partijen verbinden zich ertoe om 12 maanden na de inwerkingtreding van onderhavige overeenkomst tot een evaluatie ervan over te gaan.

Artikel 11

Deze overeenkomst is gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan op verzoek van de meest gereede ondertekenende partij geheel of gedeeltelijk worden herzien of opgezegd, met een opzeggingstermijn van zes maanden.

De organisatie die het initiatief tot herziening of tot opzegging neemt, moet er de redenen van bekendmaken en amendementsvoorstellen indienen. De andere organisaties gaan de verbintenis aan deze, binnen de termijn van een maand na ontvangst, in de Nationale Arbeidsraad te bespreken.

Gedaan te Brussel, op dertien maart tweeduizend en twee.

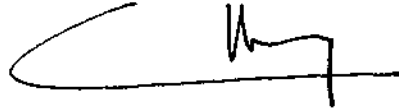
Voor het Verbond van Belgische Ondernemingen



P. TIMMERMANS

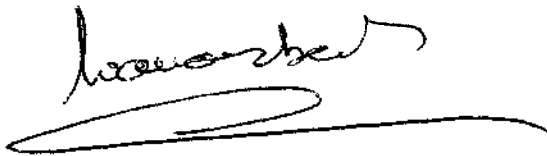
cao nr. 32 quinquies.

Voor de Middenstandsorganisaties



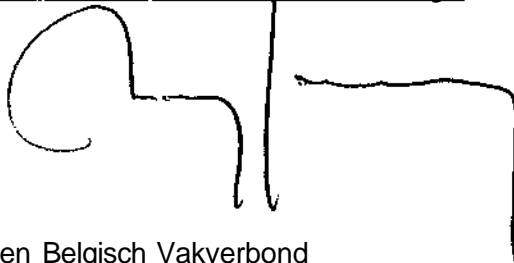
Ch. ISTASSE

Voor de Boerenbond, "la Federation wallonne de l'Agriculture"



L. VANOIRBEEK

Voor het Algemeen Christelijk Vakverbond van België



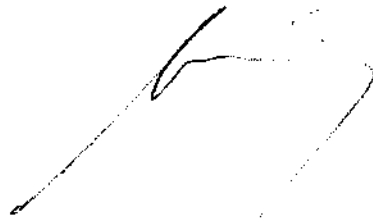
M. LEEMANS

Voor het Algemeen Belgisch Vakverbond



J.-P. DELCROIX

Voor de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België



B. NOEL

x x x

Gelet op artikel 28 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comites, vraagt de Nationale Arbeidsraad dat deze overeenkomst bij koninklijk besluit algemeen verbindend wordt verklaard.

**WIJZIGING VAN DE COMMENTAAR BIJ DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST
Nr. 32 BIS VAN 7 JUNI 1985 BETREFFENDE HET BEHOUD VAN DE RECHTEN
VAN DE WERKNEMERS BIJ WIJZIGING VAN WERKGEVER INGEVOLGE
DE OVERGANG VAN ONDERNEMINGEN KRACHTENS OVEREEN-
KOMST EN TOT REGELING VAN DE RECHTEN VAN DE
WERKNEMERS DIE OVERGENOMEN WORDEN
BIJ OVERNAME VAN ACTIVA NA FAILLISSE-
MENT OF GERECHTELIJK AKKOORD
DOOR BOEDELAFSTAND**

Op 13 maart 2002 hebben de in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigde werkgevers- en werknemersorganisaties een collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 quinquies gesloten tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 bis van 7 juni 1985 betreffende het behoud van de rechten van de werknemers bij wijziging van werkgever ingevolge de overgang van ondernemingen krachtens overeenkomst en tot regeling van de rechten van de werknemers die overgenomen worden bij overname van activa na faillissement of gerechtelijk akkoord door boedelafstand.

Genoemde wijziging heeft in de eerste plaats tot doel de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 bis in overeenstemming te brengen met de EG-richtlijn 98/50/EG van 29 juni 1998, die de richtlijn 77/187/EEG van 14 februari 1977, waaraan de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 bis uitvoering gaf, heeft gewijzigd. Ook strekt die wijziging ertoe de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 bis aan te passen omdat het gerechtelijk akkoord door boedelafstand krachtens de wet van 17 juli 1997 betreffende het gerechtelijk akkoord is afgeschaft.

cao nr. 32 quinquies.

Gelet daarop hebben de werkgevers- en werknemersorganisaties het noodzakelijk geacht de commentaar bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 bis als volgt te wijzigen :

Wat betreft het artikel 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 bis

De commentaar bij artikel 2 wordt aangevuld met een nieuwe tekst, luidend als volgt :

"De overgang in het kader van een gerechtelijk akkoord, waarvan sprake in artikel 2, 7°, is de overdracht, bedoeld bij artikel 41 van de wet betreffende het gerechtelijk akkoord.

Volgens genoemd artikel kan de rechtbank de commissaris inzake opschorting machtigen de overdracht van de onderneming of van een gedeelte ervan te verwezenlijken indien deze bijdraagt tot de terugbetaling aan de schuldeisers en indien daardoor een economische activiteit en werkgelegenheid kan worden gehandhaafd.

De commissaris inzake opschorting zorgt er vervolgens voor dat de nodige publiciteit wordt gegeven aan het besluit tot vervreemding van een activiteit, onderzoekt de overnamevoorstellen in het licht van voornoemde objectieven en bespreekt ze met de bevoegde bestuursorganen van de onderneming alsook met de werknemersafvaardiging. Hierbij zijn zelfs diepgaander besprekingen mogelijk met het oog op het bereiken van een consensus met de werknemers waarbij eveneens over de rechtmatige belangen van de schuldeisers gewaakt moet worden.

Aan het einde van die procedure legt de commissaris inzake opschorting aan de rechtbank een voorstel tot gehele of gedeeltelijke overdracht van de onderneming ter goedkeuring voor. De uitspraak van de rechtbank is onderworpen aan volgende voorschriften :

- zij moet voorafgaandelijk een afvaardiging van het bestuur van de onderneming en van de werknemers horen;
- als de overdracht van het geheel van de onderneming wordt voorgesteld, kan de rechtbank die enkel goedkeuren indien meer dan de helft van de schuldeisers die aangifte hebben gedaan van hun schuldvordering, die hebben deelgenomen aan de stemming en die in waarde meer dan de helft van de schuldvorderingen vertegenwoordigen, hiermee instemmen.

cao nr. 32 quinquies.

In artikel 42 van dezelfde wet wordt gepreciseerd dat de overdracht van de onderneming of van een gedeelte ervan een onderdeel kan zijn van het herstel- of betalingsplan.

Indien de overdracht door de rechtbank is goedgekeurd, kan de uitvoering ervan plaatsvinden. Dit zal gebeuren op de datum die daartoe in overdrachtsovereenkomst wordt voorzien."

Wat betreft het artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 bis

Tussen de derde alinea en de vierde alinea van het punt 1 van de commentaar bij artikel 6 wordt een nieuwe alinea ingevoegd, luidend als volgt :

"De omschrijving van het begrip "overgang" in het tweede lid van dit artikel laat de bestaande sectorale akkoorden, die onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst van toepassing verklaren, onverlet. Zij doet evenmin afbreuk aan de interpretatie in de rechtspraak van het Hof van Justitie te Luxemburg."

In de laatste alinea van het punt 2 van de commentaar bij artikel 6 worden de woorden "of een onderneming die het voorwerp is van een gerechtelijk akkoord door boedelafstand" geschrapt.

Wat betreft het artikel 11 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 32 bis

In de tweede alinea, eerste en tweede streepje van de commentaar bij artikel 11 worden de woorden "of van het gerechtelijk akkoord door boedelafstand" geschrapt.